



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

République centrafricaine

Question écrite n° 77055

Texte de la question

M. Michel Issindou appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur la disparition d'un ressortissant centrafricain de nationalité française, le 27 décembre 2008 à 75 kilomètres de Bangui (Centrafrique). Le disparu était avocat et président de la Ligue centrafricaine des droits de l'Homme. Il travaillait depuis de nombreuses années à la mise en oeuvre d'une enquête internationale sur les crimes de guerre commis sur la population civile centrafricaine. Il était chargé de porter ce dossier devant la Cour pénale internationale et recueillait notamment les témoignages de victimes. Il subissait des pressions et menaces qui avaient crû depuis l'arrestation et la détention en 2008 par la CPI du président du Mouvement de libération du Congo. Décédé suite à une collision avec un camion alors qu'il rentrait à Bangui d'une mission dans le sud du pays, l'enquête des autorités centrafricaines a conclu à un accident. Or divers éléments conduisent sa famille et la FIDH à émettre des doutes sur la thèse de l'accident. Le parquet de Bangui a aujourd'hui mené de faibles investigations dans ce dossier. Il aimerait donc savoir ce que le Gouvernement compte faire pour alerter sur la situation des ressortissants français défenseurs des droits de l'Homme en République centrafricaine. Il souhaite également savoir quelles actions il compte mener pour aider la famille de l'intéressé dans ses démarches.

Données clés

Auteur : [M. Michel Issindou](#)

Circonscription : Isère (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 77055

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 avril 2010, page 4362

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)